



Lettre n° 147 du 21 juin 2020

Au sommaire :

- « *L'avenir n'est pas ce qui va arriver mais ce que nous allons faire* » Après le 16 juin, pour nos droits, nos salaires - Galia Trépère
- **Violences policières, racisme : désarmer la police, la réformer ou l'abolir ? En finir avec la violence d'État, c'est en finir avec la violence de l'exploitation** - Mónica Casanova

« L'avenir n'est pas ce qui va arriver mais ce que nous allons faire » Après le 16 juin, pour nos droits, nos salaires

Une infirmière de 50 ans violemment interpellée par des policiers à la fin de la manifestation parisienne le 16 juin, mise en garde à vue et appelée à comparaître devant le tribunal pour « *outrages* » et « *violences* »... L'information et les vidéos, révélatrices du mépris du pouvoir à l'égard de celles et ceux qu'il appelait il y a quelques semaines encore les « *héros en blouse blanche* », ont révolté, scandalisé l'opinion. Les salarié.e.s de la Santé font en permanence l'expérience de ce mépris. Ainsi trois jours avant la journée du 16, était publié au journal officiel le décret sur la « prime covid ». Une véritable provocation quand les hospitaliers réclament depuis des mois de vraies augmentations de salaire ! Une prime réduite qui plus est, pour plus de la moitié des personnels, qui n'étaient pas en département rouge ou qui avaient été absents une partie des mois de mars et avril. Quant aux salarié.e.s des cliniques et Ehpad privés, si le gouvernement va au final leur verser la prime dans les mêmes conditions que dans le public, les patrons eux refusent le plus souvent de mettre la main à la poche. Les grèves et débrayages se multiplient. A Korian, le groupe a finalement promis une prime de 1500 euros à tous les salariés... suite à une journée de grève nationale fin mai.

Violence et mépris alimentent la colère à l'égard du pouvoir, la contestation sociale et politique.

Macron sauve le capital, pas l'emploi

Le jour de la mobilisation des salarié.e.s de la Santé, le 16 juin, Macron faisait le choix de s'afficher avec force relais médiatiques dans une usine du groupe pharmaceutique Sanofi, pour annoncer que l'État allait subventionner -200 millions d'euros sur un coût total de 600 millions- la construction d'une nouvelle usine où il sera possible de fabriquer plusieurs vaccins en même temps. Tout un symbole qui jette une lumière crue sur la politique des clas-

ses dirigeantes que Macron met en œuvre au nom d'une « *politique industrielle pour la France* » et d'une volonté de « *relocalisation* ». Un leitmotiv ces temps-ci qui sert de justification au fait que l'État offre des dizaines de milliards à des groupes capitalistes richissimes sans leur demander une quelconque contrepartie. A Sanofi, par exemple, qui a réalisé 7 milliards de bénéfices en 2019, qui fait depuis des décennies sa fortune sur le dos de la Sécurité sociale, qui perçoit déjà un crédit impôt recherche, son poste de dépenses le plus important et qui... ferme une usine à Alfortville et est en restructuration permanente.

Renault, qui avait fait mine de reculer sur ce point juste avant la signature du prêt garanti par l'État de 5 milliards d'euros, annonce en fin de semaine qu'il désire se séparer des Fonderies de Bretagne. Air France, qui a reçu de l'État 7 milliards d'euros, vient d'annoncer 8000 à 10 000 suppressions de postes. Et il est question que le nouveau dispositif de chômage partiel en discussion, qui prévoit des aides de l'État pour payer une partie des salaires pendant des périodes d'inactivité, soit accordé sans même la condition officielle de ne pas licencier dans le même temps.

Leur logique et la nôtre

Voici comment, dimanche dernier, Macron a justifié les près de 500 milliards d'euros injectés par l'État dans « l'économie » et dessiné la suite dans le contexte de la crise. « *Ces dépenses se justifiaient et se justifient en raison des circonstances exceptionnelles. Mais elles viennent s'ajouter à notre dette déjà existante. Nous ne les financerons pas en augmentant les impôts : notre pays est déjà l'un de ceux où la fiscalité est la plus lourde, même si depuis trois ans nous avons commencé à la baisser. La seule réponse est de bâtir un modèle économique durable, plus fort, de travailler et de produire davantage pour*

ne pas dépendre des autres. Et cela, nous devons le faire, alors même que notre pays va connaître des faillites et des plans sociaux multiples en raison de l'arrêt de l'économie mondiale ».

Leur logique, c'est de rendre l'économie française plus compétitive afin d'attirer davantage d'investissements capitalistes grâce à une main d'œuvre meilleur marché, en baissant d'une manière ou d'une autre les salaires. C'est déjà la réalité dans nombre d'entreprises où la loi d'urgence sanitaire a permis aux patrons de raccourcir les congés et de rallonger la semaine de travail dans le même temps où les intérimaires et les salariés en CDI étaient renvoyés du jour au lendemain.

Les milliards distribués alimentent la finance et la Bourse sans être une réponse à la récession en cours. Ils préparent très probablement un nouveau krach avec à la clé une aggravation de leur débâcle économique.

« *Travailler et produire davantage* », insiste Macron, tout en gagnant moins, aurait-il pu ajouter, ne servira qu'à accroître les profits sans éviter la récession. Les réformes des retraites et de l'assurance-chômage qu'il remet en chantier sont conçues pour imposer aux travailleurs de s'échiner plus longtemps au travail et d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quel salaire. Une logique destructrice qui aggrave sans cesse le chômage, la précarité, la misère. Oui, les membres de la convention citoyenne sur le climat qui réclamaient la diminution du temps de travail à 28 heures par semaine ont bien raison. Il faut interdire les licenciements et partager le travail entre tous sans perte de salaire de façon à ce que chacun puisse avoir un emploi et un salaire décent.

Contre Macron et le CAC40, la légitimité du monde du travail à changer le monde

Discrédité par l'incurie de son gouvernement pendant l'épidémie, son autorité minée par la méfiance de la population à l'égard de sa politique, lâché même par une partie de sa police, aujourd'hui accusé d'avoir truqué l'élection présidentielle, Macron a tenté de se redonner de la hauteur en rivalisant avec Marine Le Pen sur le terrain de l'imposture lors du 80^{ème} anniversaire de l'appel du 18 juin de De Gaulle. Tous deux ne jurent que par la « *grandeur de la France et de sa souveraineté retrouvée* ». Quelle farce !

Personne n'est dupe, bien évidemment, parmi les travailleurs, sans qu'ils aient encore conscience de leur force

potentielle, de leur capacité à prendre en main eux-mêmes le contrôle de l'économie pour la mettre au service de la population.

La mobilisation des salarié.e.s de la Santé, mardi dernier, son « succès », son caractère massif malgré les obstacles des réquisitions par les directions, est le résultat d'un sentiment de légitimité acquis à travers l'expérience de l'épidémie où ce sont eux-mêmes qui ont organisé les services, ouvert des lits supplémentaires, pris les initiatives qui ont évité le pire au plus fort de la crise sanitaire. Et ce sentiment non seulement de leur utilité sociale mais encore de leur légitimité à prendre en main leur propre travail, leur propre organisation, commence à faire tâche d'huile tant est flagrant le parasitisme de ceux qui dirigent en dépit même du plus rudimentaire bon sens l'ensemble de la société.

Les manifestations contre les violences policières et le racisme, pour les droits des migrants et des sans-papiers participent de cette évolution des consciences vers la prise en main de leurs propres affaires par les travailleurs.

La mobilisation de la Santé s'est construite malgré l'inertie des directions syndicales et de la gauche politique, engluées dans le dialogue social et les logiques institutionnelles, bien incapables de donner une perspective de lutte aux travailleurs et aux jeunes. Elles ne veulent surtout pas d'affrontement avec le pouvoir.

C'est à la base que nous pouvons nous regrouper, nous organiser en toute indépendance des forces et des cadres institutionnels pour nous défendre sur nos lieux de travail, nous coordonner aussi pour préparer la suite, préparer la lutte contre le chômage sans craindre de contester la logique du profit et le pouvoir des patrons. A travers chacune de nos actions, de nos luttes c'est bien toute cette société d'exploitation et de mépris qu'il faut combattre.

Le mouvement engagé le 16 juin, première grande mobilisation de l'après-confinement, cherche sa suite, sa propre expression, formule ses besoins et ses revendications, s'organise. En développant les liens entre tous les travailleurs, quels que soient leur secteur, leur statut, leur origine ou leur nationalité, il fait un pas vers un mouvement d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse, une contre-offensive pour imposer leurs droits, la justice, l'égalité.

Galia Trépère

Violences policières, racisme : désarmer la police, la réformer ou l'abolir ? En finir avec la violence d'État, c'est en finir avec la violence de l'exploitation

« *Sans ordre républicain, il n'y a ni sécurité, ni liberté. Cet ordre, ce sont les policiers et les gendarmes qui l'assurent... Ils méritent le soutien de la puissance publique et la reconnaissance de la Nation* », « *la République ne débouonnera pas de statue* » : avec ces affirmations dimanche dernier, Macron a voulu affirmer le soutien total de l'État aux forces de l'ordre, l'exiger de tous.

« *Notre histoire est glorieuse et compliquée. Vouloir procéder à une forme d'épuration mémorielle me paraît aussi dangereux que vouloir procéder à d'autres types d'épuration* », a renchéri celui qui s'apprête à devenir son rival, Édouard Philippe.

Voilà leur réponse sous forme de menace en défense de leur République issue d'un pillage esclavagiste et colonial,

et dont il faudrait respecter la sinistre et sanglante histoire, face à la révolte de la jeunesse, en particulier de jeunes femmes de toutes les couleurs de peau, contre le racisme et les violences policières, pour exiger justice pour George Floyd, Adama Traoré et tous les autres !

L'explosion de colère dans le monde suite à l'assassinat de George Floyd par des policiers racistes a mis sur le devant de la scène les préjugés sordides conduisant au meurtre, issus de l'histoire de l'esclavage, indissociable de l'histoire coloniale des grandes puissances comme les USA ou la France.

Depuis une dizaine d'années, la répression sourde dans les quartiers populaires tend à se généraliser à toute la jeunesse, à la contestation sociale en général. Elle s'est intensifiée avec la répression de la loi Travail, de Notre-Dame-des-Landes, avec aussi le plan Cazeneuve donnant en 2015 plus de moyens, d'effectifs, d'équipements et de formations aux BAC. Il y a eu, par exemple, entre 1996 et 2007, + 79 % d'interpellations pour outrage. 24% d'enquêtes judiciaires de plus ont été ouvertes par l'IGPN en 2019 qu'en 2018, la moitié pour des violences.

Les CRS, la BAC et les gardes mobiles se déploient ailleurs que dans les quartiers. Une nouvelle force spéciale, la BRAV-M, a même été créée en 2018, composée de bacqueux et gendarmes motorisés. Depuis, il y a de plus en plus de blessés voire de mutilés dans les manifestations comme celles des Gilets jaunes.

La police « *qui déteste tout le monde* », son arbitraire, sa violence, son impunité sont devenus une réalité impossible à nier par le pouvoir comme par les médias à son service.

La révolte qui a secoué le monde ces dernières semaines a imposé aux USA comme ici un large débat sur la police et les violences.

Est-il possible de la démanteler ou de l'abolir comme cela se discute aux USA ? Comment faire face à la violence et à la délinquance que la violence sociale de l'exploitation, le chômage, la misère engendrent au sein même des classes populaires ? Pourquoi la police n'est pas une solution mais fait partie du problème ?

Des questions qui remettent en cause sa fonction même au service de l'ordre capitaliste et qui exigent des réponses du mouvement ouvrier non seulement pour s'opposer aux violences, mais sur les possibilités et les moyens d'en finir avec l'appareil de répression de la bourgeoisie.

« Des détachements spéciaux d'hommes armés »

Formuler une réponse ou plutôt une politique en réponse à ces questions, nécessite un retour sur la nature même de ces forces de l'ordre, que Lénine a définies comme « *des détachements spéciaux d'hommes armés* » en reprenant les explications d'Engels sur l'origine de l'État: « *L'État, dit Engels en tirant les conclusions de son analyse historique, n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société (...). Il est bien plutôt un produit de la société à un stade*

déterminé de son développement ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'"ordre" et ce pouvoir, né de la société mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État ». [1]

La constitution de classes sociales aux intérêts antagoniques a donc entraîné la formation d'un État constitué de corps étrangers à la population, formés en dehors d'elle et contre elle pour assurer l'ordre de la minorité de nantis : polices, armée, mais aussi justice et prisons.

Contrairement au slogan « *la police assassine, État complice* », la police est partie intégrante de l'appareil d'État. Elle intervient pour défendre l'ordre bourgeois en toute impunité, protégée par les médias et la justice. En 2017, un organe indépendant, *Streetpress*, révélait qu'en 10 ans de violences policières en France, avec 47 interpellés morts bien que désarmés, aucun policier n'avait fait le moindre séjour en prison.

Ces forces de police sont bien défendues par leurs syndicats, au fort esprit de corps. Pas besoin de beaucoup manifester pour obtenir quelque chose du pouvoir, même dernièrement malgré l'interdiction de se rassembler ! Face à la menace d'une minorité des syndicats les plus radicaux de ne plus faire d'arrestation s'ils ne pouvaient plus pratiquer des techniques d'interpellation mises en cause comme les clés d'étranglement, le gouvernement leur a donné en pâture Castaner... et le droit de généraliser l'usage de tasers.

245 000 policiers et gendarmes dont environ 7000 BAC aujourd'hui en France : des forces qui se sont forgées dans la répression des mouvements de contestation sociale.

A partir des années 90, avec la mondialisation financière et l'accentuation de l'offensive contre les classes populaires, l'exacerbation des contradictions de classe, c'est la montée du sécuritaire, surtout dans les quartiers.

C'est alors que va se développer la BAC (Brigade Anti-Criminalité), née dans les années 70 en banlieue parisienne, sous la houlette d'un ancien haut fonctionnaire aux colonies. Généralisées à toute la France en 1992 pour intervenir en civil, au corps à corps, à l'origine contre la délinquance dans les cités, elles interviennent en réalité pour le maintien de l'ordre de populations vues comme de plus en plus dangereuses, de jeunes, de pauvres issus de l'immigration.

L'armement des policiers s'est diversifié et a augmenté dans les années 2010, qui verront se multiplier les armes présentées comme une alternative aux armes létales mais pour plus de tirs, plus vite, plus fort (tasers, grenades de désencerclement, flashball, lanceurs de balles en caoutchouc...), permettant aussi une répression préventive plus

intimidante car moins ciblée et plus massive. Des méthodes de répression largement testées dans les quartiers populaires et dans les stades à l'encontre de supporters, contre des populations condamnées médiatiquement.

C'est aussi à cette époque que va se développer le management par le chiffre. La gestion des forces de l'ordre va exiger plus de résultats, d'heures sup, de mutations arbitraires, de mépris. Comme l'a dit un syndicaliste, « *on est l'éponge du gouvernement pour absorber tous les maux de la société* », ou un courrier de la CGT Police dénonçant l'emploi du taser, à l'adresse de Castaner : « *vous avez fait le choix de montrer l'image d'une police agressive pour vous assurer qu'elle ne s'associe pas aux revendications souvent justes des protestataires* ».

C'est donc la lutte des classes qui est à l'origine des forces de l'ordre. Produits directs des rapports d'exploitation, elles se sont développées et se développent au gré des contradictions de classe qui s'aiguisent.

Le racisme dans la police, produit d'une longue histoire coloniale et impérialiste

Le gouvernement nie catégoriquement les violences de ses forces de l'ordre. Mais Macron a aussi cherché à couvrir leur caractère raciste avéré vu le nombre de victimes pauvres et issues de l'immigration comme Zyed et Bouna, Théo, Adama, Lamine...

C'est le produit d'une histoire que, justement, Macron voudrait qu'on « *ne déboulonne pas* », celle du maintien de l'ordre contre des civils désarmés avec des méthodes de guerre. Autant l'armée que les corps de police ou de gendarmerie français sont imprégnés des personnes, des méthodes, des pratiques et d'une idéologie nées de la mise en esclavage de peuples puis de la répression de populations pauvres et insurgées contre l'occupation française, les privilèges des minorités blanches dominantes, leurs préjugés raciaux et sociaux. Ils s'en sont nourris et demeurent des foyers de violence, racisme, antisémitisme, sexisme comme viennent de le rappeler des blogs policiers. Un récent sondage a révélé qu'entre 55 et 70 % des policiers de base votent pour l'extrême droite.

Autre exemple : les grenades explosives, que seule la France utilise en Europe dans la répression de manifestations étaient déjà utilisées massivement contre les insurgés algériens avec les mêmes blessures et mutilations qu'aujourd'hui.

La gravité de la situation n'est pas identique à celle des USA, certes. L'État de la bourgeoisie américaine s'est construit à travers la spoliation des Indiens puis sur la base de l'esclavage des Afro-américains sur son sol même. Après que ces derniers eurent brisé les chaînes de l'esclavage au prix de milliers de morts et de souffrances inouïes à travers la guerre de sécession donnant la victoire au Nord sur le Sud, la ségrégation raciale a continué.

Et même si elle a été secouée par le mouvement des Black Panthers et des droits civiques, c'est sous un Président noir, Obama, qu'est né le mouvement Black Lives Matter,

justement parce que les inégalités sociales et raciales devenaient insupportables.

C'est pourquoi elles explosent à nouveau aujourd'hui. Des syndicalistes ont sommé leur fédération d'exclure le syndicat de policiers de la ville de Seattle dans l'État de Washington si celui-ci ne s'engageait pas à lutter contre le racisme dans ses rangs. La mairie de Minneapolis, ville où George Floyd a été assassiné, s'est engagée à « *démanteler la police* » et des appels se multiplient pour la « *définancer* », voire l'abolir.

La République française, son État, ses forces de police se sont aussi construits sur la base du pillage des colonies, de la répression de leurs habitants, du racisme contre leurs ressortissants, au gré des intérêts de la bourgeoisie française.

À l'origine de sa République, il y a son État, ses lois, depuis le Code Noir de Colbert jusqu'à celles de Thiers et des Versaillais en passant par les guerres coloniales de Jules Ferry et les rafles de Pétain, la guerre d'Indochine puis celle d'Algérie... Une sale histoire où gauche et droite ont défendu la loi, l'ordre colonial puis capitaliste.

« *La République n'effacera aucune trace ni aucun nom de son histoire. Elle n'oubliera aucune de ses œuvres. (...) Nous devons plutôt lucidement regarder ensemble toute notre histoire, toutes nos mémoires* » a poursuivi Macron le 14 juin, sous-entendant que les antiracistes étaient « *communautaristes* » voire « *séparatistes* » ! Cette histoire, leur histoire, n'est pas la nôtre. Nous nous revendiquons de l'insurrection des esclaves à Saint Domingue en 1791 avec Toussaint Louverture, des insurgés internationalistes de 1848, des ouvriers au pouvoir durant la Commune, des peuples soulevés contre le carcan colonial, de la lutte des exploités et des opprimés, de la tradition révolutionnaire de ce pays.

Pas de justice, pas de paix entre les classes

L'offensive libérale du capitalisme financier, loin de se passer de l'État, renforce son rôle en particulier répressif, surtout depuis les années 2000 sous Sarkozy et Hollande puis Macron, issu de son sérail. Il y a, si on peut dire, une « *américanisation* » de la police que viennent souligner les discours devenus monnaie courante, au langage militaire, sur la reconquête des territoires des banlieues.

Il devient patent que la police n'est pas réformable. La légitime revendication du désarmement de la police est pour beaucoup illusoire au sens où il est peu réaliste de demander à l'État de se désarmer lui-même, pas plus qu'il n'abolira la police.

« *L'universalisme républicain* », ce mythe dont se revendiquent Macron et les politiciens bourgeois, voudrait masquer que l'histoire des classes privilégiées n'est que celle de leur lutte acharnée contre les classes exploitées et les opprimés, les classes dangereuses contre lesquelles elles n'ont jamais hésité à employer la mitraille.

C'est pourquoi le mouvement ouvrier a dû, dans les moments de lutte classe aiguë, s'organiser y compris en s'ar-

mant pour faire respecter les décisions collectives par ses ennemis de classe et au sein du monde du travail lui-même durant la Commune de Paris, pendant la Révolution russe, en 1936 en Espagne...

Il a eu alors une politique vis-à-vis des couches des forces de répression les plus pauvres, abandonnées par leurs hiérarchies, transformées en machines à tuer dont aujourd'hui, par exemple, Black Lives Matter a suscité la solidarité, des policiers mettant genou à terre.

Dans ces révolutions, une partie du corps armé a basculé du côté des travailleurs en lutte car ils lui ont montré qu'ils pouvaient le protéger contre sa hiérarchie, que le camp des travailleurs était capable de leur offrir une perspective plus rationnelle et émancipatrice que leurs chefs dans la confrontation violente des classes.

Vouloir changer le monde conduit à se poser la question d'avoir une politique non seulement pour se défendre face aux corps de répression, mais aussi pour les démanteler, les désarmer non par des demandes à la bourgeoisie et à son pouvoir d'État, mais avec les méthodes de la lutte de classe.

A défaut de le faire ou de ne pas aller jusqu'au bout de cette politique, c'est à dire la conquête du pouvoir, en se laissant endormir, détourner de cette politique par des réformistes défendant le mythe d'un État républicain au-dessus des classes, respectueux de la « démocratie », les classes populaires ont trop souvent laissé le champ libre à la répression, à la réaction la plus hideuse. Et le mouvement ouvrier a été vaincu, massacré, même armé, comme en Espagne en 1936 ou au Chili en 1973.

Du contrôle sur la police à sa prise en main par la population, vers sa suppression

Aujourd'hui, en France comme partout dans le monde, le chômage, la précarité, la misère, les tensions sociales s'exacerbent. La réponse des classes dominantes, incapables de répondre aux besoins des classes populaires, est policière, c'est le tout sécuritaire. La violence policière augmente d'autant plus dans les quartiers populaires, contre les manifestants que se multiplient les licenciements, augmente la précarité et se réduisent les services publics.

Cette évolution suscite une méfiance ou une hostilité de plus en plus grande à l'égard des forces de l'ordre, la prise de conscience qu'il est nécessaire de s'en protéger. Depuis la Loi Travail et surtout avec les Gilets jaunes se sont répandus des débuts de formes de protection individuelle et collective. Beaucoup de manifestants de tous âges s'équipent de masques, de caméras pour filmer la police, il y a de nombreux street medics...

Ces débuts de prise de conscience, ces formes d'autodéfense, la lutte politique contre les violences policières participent d'une bataille démocratique indispensable. Nous défendons des revendications démocratiques telles que la dissolution de la BAC, la fin des contrôles au faciès et des violences et assassinats impunis en faisant comprendre qu'il n'y aura ni paix ni de justice tant qu'il y aura des bandes armées au service du capital.

Il est légitime de chercher à associer à cette bataille démocratique toutes les forces syndicales, associatives, politiques sans limiter la lutte pour la démocratie à la lutte contre la police au nom d'un prétendu « État de droit », d'une police « républicaine » ou de proximité.

Inéluctablement, il faudra aller vers le contrôle par la population organisée, par les travailleurs, de toutes leurs affaires, au travail, dans les lieux d'étude et de vie et donc, aussi de la police. Pour assurer la sécurité des classes laborieuses dans leur vie quotidienne, protéger nos luttes, faire face aux voyous d'extrême droite, les travailleurs devront se donner les moyens organisationnels et matériels, leurs propres milices.

Il s'agira de créer un rapport de force qui dissuade les corps de répression, vise à les démanteler, les désarmer, les désorganiser et provoque les fraternisations.

Le monde du travail aura à assumer lui-même les tâches de police indispensables tant que la société de classe se survit, même si ce sera en les posant dans des termes radicalement différents. Les travailleurs les assumeront avec des méthodes radicalement différentes, sous le contrôle de toute la population, sans démanchements armés permanents, avec des milices élues et des responsables élus et révocables à tout moment, payés le salaire d'un ouvrier.

En leur temps, les révolutions bourgeoises avaient ébauché une telle organisation démocratique de la société. Le prolétariat la généralisera pour en finir avec l'État et la domination de classe.

Car pour en finir avec la police et les forces de l'ordre, il faudra en finir avec les rapports de classe qui les ont engendrées donc, par l'organisation et les luttes du monde du travail, établir l'égalité sociale, la justice garantissant à toutes et tous le bien-être, les libertés, dignité et respect.

Leur remplacement par une organisation démocratique des travailleurs bien supérieure à la démocratie d'une minorité bourgeoise reléguera « *toute la machine de l'État au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze* » (Engels).

Mónica Casanova

[1] Lénine - *L'État et la révolution*